

Europe

LES LEÇONS EUROPÉENNES DE LA PRÉSIDENTIELLE POLONAISE

Sylvain Kahn

04/06/2025

En Pologne, le candidat souverainiste et eurosceptique Karol Nawrocki vient de remporter, le 1^{er} juin 2025, le second tour de l'élection présidentielle. Sylvain Kahn, professeur agrégé à Sciences Po et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, souligne dans cette note que les conséquences sur la vie politique européenne pourraient être contre-intuitives.

Le candidat souverainiste et eurosceptique Karol Nawrocki vient de remporter en Pologne le second tour de l'élection présidentielle. Mais les conséquences sur la vie politique européenne pourraient être contre-intuitives. Nawrocki sera en cohabitation avec le Premier ministre démocrate-chrétien pro-Union européenne, Donald Tusk. Et c'est bien ce dernier, au pouvoir depuis sa victoire aux élections législatives fin 2023, qui siège au Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. En Pologne, le Premier ministre a la main sur la politique européenne et sur la politique étrangère – même s'il doit composer avec le président pour la nomination des ambassadeurs. Ce président dispose surtout d'un pouvoir de blocage ou de nuisance en politique intérieure, avec un droit de veto étendu sur les projets de lois comme sur les lois votées. On l'a constaté ces dix-huit derniers mois, car la Pologne est déjà en cohabitation depuis novembre 2023 : Tusk/Duda et maintenant Tusk/Nawrocki, avec dans les deux cas un président du même bord que l'opposition parlementaire battue en 2023, le parti Droit et justice (PiS). C'est une cohabitation dans laquelle les pouvoirs respectifs des deux têtes de l'exécutif, extérieur et intérieur, sont inverses à ceux des cohabitations qui se sont déroulées en France.

Cette situation n'est pas fortuite : le pays est en effet coupé en deux. Le scrutin s'annonçait très serré. Il l'a été. Nawrocki l'emporte avec 50,89% des suffrages contre son adversaire Rafał Trzaskowski, le maire de la capitale Varsovie, déjà battu par Andrzej Duda dans un second tour très serré en 2020.

En 2025, les deux principaux candidats étaient au coude-à-coude dès le premier tour. Ils y totalisaient un peu plus de 60% des voix. En 2020 comme en 2025, le candidat de la droite radicale est sur-représenté au sein de l'électorat des Polonais moins instruits, des habitants des petites

viles et des villages, et parmi les agriculteurs. Mais à la différence de 2020, lors du premier tour de l'élection de 2025, un peu plus de 20% des voix se sont portées sur deux candidats de droite encore plus radicale pour l'un et d'extrême droite pour l'autre : Sławomir Mentzen (du parti Confédération Liberté et indépendance – abrégé en Confédération –, aux accents thatchériens et opposé à l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, près de 15%) et Grzegorz Braun (de Couronne, un parti royaliste, antisémite et xénophobe). D'après les sondages de sortie des urnes, plus de huit électeurs de Mentzen sur dix se seraient reportés sur Nawrocki.

Trzaskowski, du même parti Plateforme civique (PO) que le premier ministre Tusk, a lui aussi progressé significativement d'un tour à l'autre, tout en perdant l'élection. La participation a progressé de plus de 3 points d'un tour à l'autre, à près de 72%. Il est probable que ce surcroît de mobilisation ait joué en la faveur de ce candidat pro-Union européenne, pro-Ukraine et favorable au pluralisme et à l'État de droit. Une petite fraction des électeurs de Mentzen s'est soit abstenue, soit reportée sur Trzaskowski.

C'est donc le *statu quo* qui s'est imposé : il n'est pas exact de diagnostiquer une progression du souverainisme et de l'euroscepticisme à l'occasion de cette élection. Et il est improbable que la politique européenne de la Pologne change. Il convient tout autant de ne pas oublier que l'administration Trump a fait du chantage à la peur au cours de la campagne électorale, appelant les électeurs polonais à faire le « bon choix » s'ils voulaient que la Pologne puisse continuer à bénéficier de l'alliance militaire avec les États-Unis. On notera à cette occasion que, concernant les promesses d'altruisme d'un dirigeant nationaliste comme Donald Trump, les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. On peut s'étonner qu'un dirigeant nationaliste d'Europe comme Nawrocki – la Pologne d'abord – puisse faire confiance à un autre dirigeant nationaliste – États-Unis d'abord – pour protéger son pays.

Qu'est-ce qui change avec cette élection en Pologne ? L'élection présidentielle signale la radicalisation d'une partie de l'électorat de droite. Le candidat de Confédération a plus que doublé son score de 2020 à 2025. Il est sur-représenté chez les moins de trente ans. On parle d'un vote anti-système. En effet, la Pologne est un pays d'alternance bi partisane : voter pour la Confédération plutôt que pour PiS, c'est signifier une lassitude vis-à-vis de la droite très conservatrice et illibérale, installée et traditionnelle. La Confédération et le PiS sont d'ailleurs en désaccord sur le rôle de l'État, dont la première veut réduire le périmètre, le budget et les interventions.

La Confédération – comme le nouveau président élu et le PiS qui le soutient – prône le soutien à l'Ukraine au nom du nationalisme polonais et de la défense de la Pologne face à la menace russe. Ils

plaident pour le renforcement de l'armée polonaise, mais aussi pour plus de sévérité vis-à-vis du million de réfugiés ukrainiens en Pologne. Ils sont ainsi très circonspects sur l'éventualité d'une entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Ils n'aiment pas le Pacte vert ; ils n'aiment pas l'État de droit qui garantit le pluralisme et le respect des minorités. Nawrocki, le président élu, fait la synthèse entre ce PiS et l'électorat Confédération. Dans son style, dans ses mots, dans sa façon de faire de la politique, il est en écho à George Simion le Roumain et à Donald Trump l'Américain. Il est d'ailleurs un outsider : à la différence de son prédécesseur Duda, il n'a pas été formé dans le sérail politique, ni n'a fait carrière dans le parti qui le soutient.

On assiste donc à la radicalisation d'une droite déjà radicalisée : d'une certaine façon, cette élection ne peut que pousser le PiS de l'ancien Premier ministre Mateusz Morawiecki et du leader Jarosław Kaczyński à surenchérir. Au Parlement européen, le PiS siège au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE-ECR), avec 11% des sièges, groupe dont l'organisation est présidée par Giorgia Meloni, la Première ministre italienne du parti post-fasciste Fratelli d'Italia. Il va encore plus y plaider contre les politiques écologiques, contre l'État de droit, pour le moins de réfugiés possible et pour un durcissement des exigences vis-à-vis de l'Ukraine.

Mais c'est bien l'ensemble des partis de droite qui se droitise davantage. PO, le parti de Tusk et de Trzaskowski, fait partie du Parti populaire européen, le PPE. Au Parlement européen, le groupe du PPE est le premier, avec un quart des sièges. La famille PPE est la plus nombreuse au Conseil de l'Union européenne (la chambre des États) et au Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement : la Pologne y siège ainsi déjà aux côtés de l'Allemagne, de la Finlande, de la Grèce, du Portugal et de la Suède. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, en est issue (elle fut ministre CDU dans les gouvernements d'Angela Merkel, dont elle était proche).

Or, durant la campagne présidentielle polonaise, Tusk et Trzaskowski (qui est aussi maire de Varsovie) se sont emparés des propositions restrictives sur les réfugiés ukrainiens et de soutien au détricotage du Pacte vert européen. Ce gouvernement polonais et sa majorité parlementaire ont beaucoup poussé aussi à ce que l'Union européenne cesse d'exempter de droits de douane les importations agricoles venues d'Ukraine. Tusk, mettant sa grande influence européenne dans la balance – il a présidé le Conseil européen de 2014 à 2019 –, y est parvenu : fin mai 2025, dans l'entre-deux-tours, il s'est vanté à la Diète polonaise d'avoir milité avec succès au Conseil européen et au Conseil de l'Union européenne pour « l'abandon des avantages commerciaux [sic] accordés par l'Union européenne à l'Ukraine ».

L'élection présidentielle polonaise ne modifie donc ni le paysage politique polonais, ni le paysage politique de l'Union européenne. Mais elle confirme que la radicalisation travaille la droite radicale

et extrême, et que cette radicalisation pousse la droite dite politiquement libérale ou démocrate-chrétienne, le plus souvent au gouvernement et première force du Parlement européen, à droitiser son programme et, surtout, plusieurs de ses politiques publiques.

À cet égard, on suivra de près, notamment, la politique du gouvernement portugais de Luís Montenegro, nouvellement réélu et confronté à la poussée du parti Chega, d'extrême droite, qui est arrivé deuxième en sièges devant les socialistes. Ainsi que celle du nouveau gouvernement de Friedrich Merz en Allemagne, confronté à la poussée de l'AfD, arrivée deuxième devant le SPD. On suivra aussi les choix que feront les électeurs néerlandais : reconduiront-ils, ou pas, la coalition parlementaire (novembre 2023-juin 2025) des formations du centre, de droite et d'extrême droite – le PVV de Gert Wilders – et, si oui, en redonnant à celui-ci un quart des voix et des sièges au Parlement ou en augmentant son score pour donner encore plus de poids à son programme ?

Plus spécifiquement, les élections présidentielles de Pologne et de Roumanie montrent comment, dans une élection à deux tours où il faut choisir entre deux candidats seulement, un pays européen peut être divisé en deux parts égales, tout en donnant la victoire à un candidat de droite radicale et extrême pour seulement 400 000 voix. C'est l'un des signes de cette radicalisation à droite. *Last but not least*, la France pourrait, à son tour, en 2027, être coupée en deux électors à parts égales dont l'une votant pour le ou la candidate du RN. Dans cette V^e République où le président dirige les politiques extérieure, européenne et de défense, et où il a de très grandes marges de manœuvre intérieures face à des contre-pouvoirs faibles, la droite radicale et extrême, illibérale et eurosceptique pourrait elle aussi l'emporter « à la polonaise », par radicalisation de la droite et de la société, et au bénéfice d'un écart aussi serré qu'il le fut en 1974.